

IRRIGANTS DE FRANCE

Eric Frétilière réélu président

Le conseil d'administration d'Irrigants de France qui s'est réuni le 11 mars a réélu Éric Frétilière à sa présidence, a annoncé l'association spécialisée de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) le 30 mars dans un communiqué. Producteur de maïs dans les Landes sur une exploitation de 100 ha, Eric Frétilière, 59 ans, est administrateur de l'AGPM depuis 2011. Co-fondateur et vice-président d'Irrigants d'Europe depuis 2018, il exerce également de nombreuses responsabilités syndicales et économiques locales. A la tête d'Irrigants de France depuis 2016, il entame un nouveau mandat placé sous le signe de l'adaptation climatique. Ses axes prioritaires incluent la sécurisation de l'accès à la ressource, le développement du stockage et l'amélioration de l'efficacité via l'innovation numérique et variétale. Le bureau est complété par Sébastien Méry (vice-président) et Guillaume Chamouveau (secrétaire général). L'irrigation concerne aujourd'hui 81 300 exploitations en France.

RÉCOLTE DE BLÉ 2026

Inquiétudes pour la qualité dans l'hémisphère nord

Des experts ont indiqué à Agra Presse que la principale crainte pour la récolte 2026 de blé tendre concernait surtout la qualité, dans le contexte actuel de guerre au Moyen-Orient. « Si on prend les producteurs de l'hémisphère nord, tous ne sont pas autant couverts en engrais azotés pour le blé », pointe par exemple Antoine Guyon, analyste éditorial senior d'Argus Media. Pour rappel, le conflit Iran-Israel-USA a provoqué une flambée des prix des engrais azotés, essentiels pour les producteurs mondiaux de céréales. Dans ce contexte, certains producteurs se poseraient la question de limiter, voire de faire l'impasse sur les derniers apports azotés sur les blés, pourtant essentiels à l'élaboration des taux de protéine. Or, ces apports surviennent généralement courant avril-mai.

« Les opérateurs craignent une possible baisse de l'offre de blé de qualité meunière. C'est notamment le cas en Roumanie, sachant qu'il y a aussi tout le bassin mer Noire et les pays Baltes qui sont concernés », précise l'expert. Pour le moment, la prime pour des blés à forts taux de protéine est faible. Ainsi, le marché n'incite guère les agriculteurs à faire les efforts nécessaires. Bien entendu, beaucoup de choses peuvent encore survenir, et ces inquiétudes sont à prendre avec des pincettes. Rappelons enfin que la récolte mondiale 2026, en matière de volume, s'annonce plutôt bonne pour l'instant. En revanche, le risque de dégradation de la qualité au niveau hexagonal serait plus faible. Bien que le risque zéro n'existe pas, « avant la fin février, les besoins des céréaliers hexagonaux en solution azotée étaient couverts à hauteur, à peu près, de 80 % », rassure Antoine Guyon. « Les charges liées aux engrais azotés pour une exploitation française sont de 10-15 %. Chaque euro compte, donc cela a un impact, mais il ne faut pas tomber dans l'alarmisme total ». Mais là aussi, prudence : le marché n'a pas encore livré son verdict final.

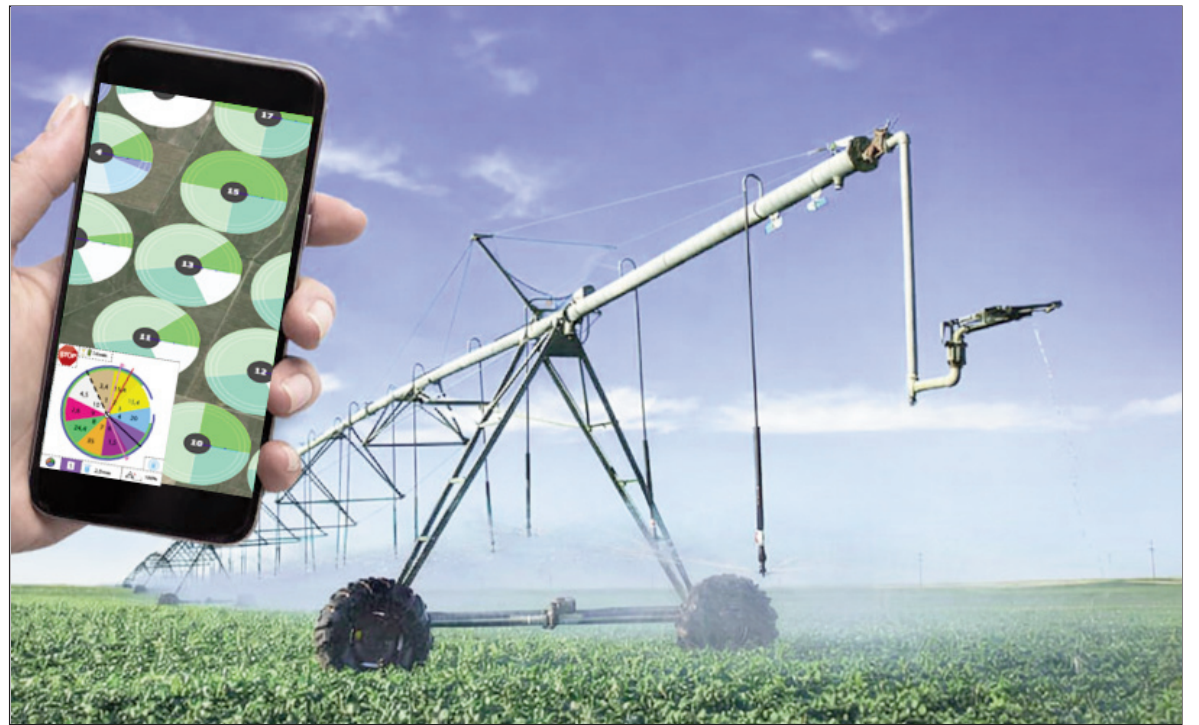
CÉRÉALES

En congrès, la filière planche sur les politiques de stockage stratégique

Alors que la Commission européenne a présenté en juillet un projet de stockage stratégique, l'interprofession céréalière et Agro Paris Bourse ont dédié leur matinée export, le 25 mars, à cette question, faisant témoigner des opérateurs publics étrangers, finlandais et jordaniens, dont les politiques de stockage alimentaire sont en pointe. « Il faut un partenariat public-privé très fort pour que le système fonctionne », a conseillé Jukka Peltola, expert pour l'agence nationale finlandaise pour l'approvisionnement d'urgence. Le pays dispose de stocks de céréales (9 mois de consommation), de semences, d'alimentation animale, de pesticides (15 à 20% des surfaces), et de matières premières pour les engrais. Le fonctionnaire de la DG Agri (Commission européenne), Dorian Filote, a rappelé que le stockage stratégique continuera de relever des Etats-membres (et non de l'Union européenne). La France pourrait davantage de « flexibilité » pour le financer dans la future programmation budgétaire pluriannuelle de l'UE. Pour Bernard Valluis, président de la Fédération européenne des banques alimentaires, le sujet est pris dans une « contradiction institutionnelle » : selon le Traité de Lisbonne, « chaque pays est souverain pour son agriculture », mais en cas de crise, « le plan d'urgence européen sur la sécurité alimentaire stipule que les règles du marché unique perdurent ».

MODERNISER SON PIVOT

La télégestion au service d'une irrigation performante et sereine



Face à la hausse du coût de l'énergie, à la pression sur la ressource en eau et à l'absence actuelle d'aides pour l'achat de nouveaux pivots, de plus en plus d'exploitants font le choix stratégique de moderniser leur matériel existant.

Aujourd'hui, il est possible de transformer un pivot classique en pivot connecté pilotable à distance, grâce aux solutions de télégestion. Ces technologies permettent de gagner en précision, en temps et en tranquillité, tout en améliorant l'efficacité de l'irrigation.

Une irrigation pilotée à distance, plus précise et plus réactive

Les solutions de télégestion reposent sur l'installation d'un boîtier connecté associé à une interface (ordinateur ou smartphone). Elles permettent de suivre en temps réel le fonctionnement du pivot (position, pression, débit) et d'agir à distance sur les paramètres clés comme la

vitesse ou la dose d'irrigation.

Concrètement, cela permet d'adapter les apports aux besoins réels de la culture, voire de moduler les doses au sein même de la parcelle lorsque ces outils sont associés à des données agronomiques (cartographie de sols, sondes, météo) avec une précision de 50cm. On s'inscrit ainsi dans une logique d'irrigation de précision, visant à apporter la juste dose au bon endroit.

Des alertes pour plus de sécurité et de tranquillité

Un autre avantage majeur réside dans la capacité du système à alerter l'utilisateur en cas de problème :

- arrêt du pivot,
- baisse de pression ou de débit,
- défaut électrique,
- fin de rotation.

Ces alertes (SMS ou notifications) permettent une réaction immédiate et limitent les pertes, qu'elles soient liées à un défaut d'irrigation ou à une consommation inutile d'eau et d'énergie.

Un choix économique stratégique : moderniser plutôt que remplacer

Le coût d'installation dépend de l'ancienneté de l'armoire pivot et du système choisi. Comptez environ 2000€ pour un système simple de marche/arrêt et réglage de la dose. Pour un pack complet avec GPS comptez entre 4000-5000€.



Emmanuel Etienne
Chambre d'agriculture 82

CHAMBRE
D'AGRICULTURE
LOT-ET-GARONNE

AQUADOC
IRRIGATION - POMPAGE

Votre agence de Montauban,

Spécialiste en solutions d'irrigation de pompage et de filtration.

Découvrez la nouvelle gamme d'enrouleurs OCMIS et les pivots WESTERN, alliant performance et fiabilité.

Venez nous rencontrer au magasin de Montauban pour concevoir ensemble vos projets d'irrigation !

150 Av du Danemark - 82 000 MONTAUBAN - Tel : 05 63 20 13 20 - contact@aquadoc-sud.fr

